

**ROYAUME DU MAROC**  
**COMMUNE URBAINE DE CASABLANCA, MOHAMMEDIA ET AIN**  
**HARROUDA**  
**SOCIETE LYDEC**

**Gestion déléguée des services de distribution d'électricité,**  
**d'eau potable et du service d'assainissement liquide à**  
**Casablanca**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**  
**AOO N° 84-2017 E/F&T**

*Révision des régleurs en charges des  
transformateurs de puissance*

**Pièce N° 2**  
**Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS)**

**Pièce N° 2.1**  
**Cahier des Clauses Administratives et Financières**  
**(C.C.A.F)**



## PREAMBULE - DEFINITIONS

- La **LYDEC** est désignée dans la suite du Cahier des Clauses Administratives et Financières (C.C.A.F.) par le vocable "Maître d'ouvrage"
- « **Le Marché** » désigne l'ensemble des documents contractuels énumérés à l'article 1.2 du présent C.C.A.F.
- « **L'Entreprise** », « **Le Prestataire** », « **Le Fournisseur** » ou « **L'Entrepreneur** » désigne l'attributaire du Marché.
- « **Prestations** », « **Travaux** », « **Fournitures** » ou « **Services** » désignent l'ensemble des services, Etudes, Travaux ou Fournitures que le soumissionnaire mis à la disposition du Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent marché. Le prestataire est la personne physique ou morale chargée d'exécuter les prestations

Le présent marché est passé en application des dispositions de l'annexe 7 du contrat de gestion déléguée des services de distribution d'électricité, d'eau potable et du service d'assainissement liquide à CASABLANCA, fixant les conditions et les formes dans lesquelles sont passés les marchés de travaux, fournitures ou service par la société LYDEC.

## **SOMMAIRE**

<b>CHAPITRE 1 – CLAUSES GENERALES .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE – I.0 - OBJET DU MARCHE .....	4
ARTICLE I.1 - TEXTES GENERAUX LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES .....	4
ARTICLE I.1 BIS - CHANGEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE .....	5
ARTICLE I.2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
ARTICLE I.3 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE. ....	6
ARTICLE I.4 - SECURITE .....	6
ARTICLE I.5 – MAIN-D'ŒUVRE .....	7
ARTICLE I.6 - ASSURANCES ET RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE .....	7
ARTICLE I.7 - CESSION DU MARCHE- SOUS TRAITANCE .....	8
ARTICLE I.8 – GARANTIE .....	8
ARTICLE I.9 - ELECTION DE DOMICILE .....	10
ARTICLE I.10 - REGLEMENT DES LITIGES .....	10
ARTICLE I.11 – PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE .....	11
ARTICLE I.12 - VALIDITE DU MARCHE .....	11
ARTICLE I.13 - ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE .....	11
ARTICLE I.14 – CLAUSE DE SUBSTITUTION .....	12
ARTICLE I.15 – RE-EVALUATION DES PRESTATAIRES .....	12
ARTICLE I.16 – CONFIDENTIALITE .....	12
ARTICLE I.17 – Sans Objet .....	12
ARTICLE I.18 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	12
ARTICLE I.19 - INTERLOCUTEURS DEDIES .....	12
ARTICLE I.20 - PRESTATIONS ASSOCIEES .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>CHAPITRE II – CLAUSES FINANCIERES .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE II.1 - MODE DE REMUNERATION .....	13
ARTICLE II.2 - IMPOTS, TAXES, FRAIS DOUANIERS .....	15
ARTICLE II.3 - REVISION DES PRIX .....	15
ARTICLE II.4 - GARANTIE DE BONNE EXECUTION .....	15
ARTICLE II.4bis - RETENUE DE GARANTIE .....	15
ARTICLE II.4ters – CAS D'INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR .....	15
ARTICLE II.5 - NANTISSEMENT .....	16
ARTICLE II.6 - DECOMPOSITION DES PRIX DU BORDEREAU .....	16
ARTICLE II.7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES NON PREVUS AU MARCHE .....	16
ARTICLE II.8 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....	16
ARTICLE II.9 - DOMICILIATION BANCAIRE – DELAI DE PAIEMENT .....	16
ARTICLE II.9 bis – RECEPTION DU MARCHE .....	16
ARTICLE II.10 – RESILIATION DU MARCHE .....	19
ARTICLE II.11 – DELAI D'EXECUTION DU MARCHE .....	20
ARTICLE II.11bis – Réajustement du minimum et du maximum des prestations à réaliser .....	20
ARTICLE II.11ter - STOCKS DEDIES LYDEC .....	21
ARTICLE II.12 - PENALITES - MESURES COERCITIVES .....	21
ARTICLE II.12 BIS : AUTRES MESURES COERCITIVES .....	22
<b>CHAPITRE III - EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>23</b>
ARTICLE III.1 – DOSSIER D'EXECUTION .....	23
ARTICLE III.2 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR .....	23
ARTICLE III.2BIS – LISTE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE .....	23
ARTICLE III.3 - ETUDES-DESSINS D'EXECUTION ET AUTRES DOCUMENTS .....	24
ARTICLE III.4 - MODIFICATIONS .....	24
ARTICLE III.5 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR .....	24
ARTICLE III.6 - SURVEILLANCE ET CONTROLE EN USINE ET DES TRAVAUX A PIED D'ŒUVRE .....	25
ARTICLE III.7 : RAPPORT D'AVANCEMENT .....	25
ARTICLE III.8 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX .....	26

## Chapitre 1 – Clauses générales

### ARTICLE – I.0 - OBJET DU MARCHÉ

Lydec conclut le présent marché ayant pour objet **l'exécution des prestations de fourniture et mise en place de la fourniture nécessaires pour la maintenance et révision de 5 régleurs en charges de différentes marques installés sur différents postes sources Oulad Haddou, Dar Bouazza et Zenata**

Pour des contraintes d'exploitation, deux des transformateurs ne peuvent être indisponibles pour la révision que les samedis et dimanches. L'entrepreneur devra prendre en compte toutes les mesures de sécurité nécessaires vis-à-vis des contraintes d'exploitation des postes.

Le présent Appel d'Offres Ouvert concerne un marché lancé en lot unique.

Le délai de réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres Ouvert est fixé à **2 (DEUX) mois** à compter de la date de démarrage des travaux prescrite dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

La durée du marché conclu à l'issue de cet appel d'offres sera **2 (Deux) mois**.

Le soumissionnaire, du fait d'avoir soumissionné, reconnaît le droit du Maître d'Ouvrage de ne pas donner suite à l'Appel d'Offres Ouvert.

L'attribution s'effectue, après examen et évaluation des offres. Dans ce cas, les offres de remise sur le prix et les propositions de réduction des délais présentées par les concurrents sont prises en considération.

Les spécifications techniques et la consistance des prestations objet de l'Appel d'Offres sont indiquées dans les Cahiers des clauses Techniques Particulières pièce N°2.2.

### ARTICLE I.1 - TEXTES GENERAUX LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

L'Entreprise est soumise aux lois et règlements en vigueur au MAROC, notamment en ce qui concerne l'emploi, la main d'œuvre, les transports, la fiscalité, etc.

#### 1.1.1 L'Entreprise est soumise en particulier aux obligations découlant des textes ci-après :

Dans la mesure où les pièces du Marché n'y dérogent pas, L'Entreprise est soumise particulièrement aux dispositions découlant des textes ci-après dont il déclare avoir pris connaissance:

- La législation et la réglementation relevant du droit social au Maroc notamment, Le Dahir n° 1-03-194 du 14 regeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au Code du travail et les textes pris pour son application. Le Dahir portant loi n° 1-72-184 du 27 Juillet 1972 (15 jourmada II 1392) relatif au régime de sécurité sociale.
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et la sécurité du personnel.
- Le décret n°2.15.367 du 21 mai 2015 complétant le décret n°2-04-423 du (29 décembre 2004) fixant les conditions et les formes de présentation de la déclaration d'ouverture d'une entreprise, d'un établissement ou d'un chantier
- Le code général des impôts marocain ;
- La loi 12-03 sur les Etudes d'Impact sur l'Environnement.
- La loi 28-00 sur la gestion des déchets et leur élimination.
- Les textes applicables en matière d'assurance et d'accident de travail.
- La réglementation relative aux règlements entre le Maroc et l'étranger.
- Dahir n° 1-86-193 (28 rebia II 1407) portant promulgation de la loi n° 2-79 relative aux unités de mesure (B.O. 18 mars 1987). Décret n° 2-05-813 du 25 jourmada I 1430 relatif au contrôle des instruments de mesure. (B.O. n° 5744 du 18 juin 2009).
- La législation relative au recrutement de la main d'œuvre locale.
- Le dahir n°1-02-238 du 25 Regeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurances.

- Arrêté du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n° 93-08 du 6 jourmada I 1429 fixant les mesures d'application générales et particulières relatives aux principes énoncés par les articles de 281 à 291 du code du travail.

### **1.1.2 - Dans la mesure où les pièces du Marché n'y dérogent pas, le prestataire est également soumis:**

- Aux règles et normes techniques Marocaines (NM) homologuées par une décision ministérielle publiée au bulletin officielle. en l'absence de règles ou normes marocaines, aux règles et normes techniques Européennes ou Françaises (AFNOR, UTE, Règles CC.BA.68 et BAEL 1991, etc... dernières éditions).

Enfin, tous les textes réglementaires rendus applicables en la matière lors de la souscription de l'acte d'engagement et de la signature du présent marché par l'attributaire de ce marché. Il est expressément stipulé qu'en cas de contradiction entre des dispositions du présent marché et celles des documents sus visées, ce sont les clauses du marché qui primeront.

### **1.1.3. - Le prestataire doit respecter également les textes techniques généraux figurant au "Cahier des Clauses Techniques Particulières" (C.C.T.P.) du présent marché.**

Le prestataire devra se procurer l'ensemble des documents prévus dans les alinéas 1.1, 1.2 et 1.3 ci-dessus s'il ne les possède pas déjà et il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

L'entreprise devra se procurer l'ensemble des documents prévus ci-dessus s'il ne les possède pas déjà et il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues. En cas de contradiction entre les textes généraux législatifs et réglementaire, c'est le texte le plus contraignant pour l'Entreprise qui s'appliquera. Ce choix revient d'autorité de LYDEC.

## **ARTICLE 1.1 BIS - CHANGEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

En cas de changement législatif ou réglementaire ou fiscal, intervenant après la présentation de son offre et tout au long de l'exécution du Marché, L'Entreprise prendra en charge toutes les conséquences qu'il serait susceptible de subir ou qu'il subit suite à ce(s) changement(s) législatif(s) ou réglementaire(s) ou fiscal.

Toutefois, L'Entreprise pourra soumettre à Lydec une demande de prise en charge d'une partie des coûts supplémentaires ou une prolongation de délai. Lydec se réserve le droit d'accepter ou refuser la demande sans être tenue à en justifier les motifs.

## **ARTICLE 1.2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

**1.2.0** Les obligations de L'Entreprise pour l'exécution des prestations objet du présent Marché résulteront de l'ensemble des documents figurant dans la liste ci-après et suivant l'ordre fixé par cette même liste :

### **Pièces du marché :**

- o **Pièce n°1 : Acte d'engagement**
- o **Pièce n°2 : Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) comprenant :**
  - ⊕ **Pièce n°2.1 : Cahier des Clauses Administratives et Financières (C.C.A.F.) ;**
  - ⊕ **Pièce n°2.2 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)**
- o **Pièce n°3 : Bordereau des Prix Unitaire formant le Détail Estimatif (BPU-DE)**
- o **Pièce n°4 : Offre Technique de l'entreprise**
- o **Pièce n°5 : Conditions Générales d'Achat de Lydec**
- o **Pièce n°6 : Annexes d'Hygiène et Sécurité**
- o **Pièce n°7 : Cahier des Clauses Administratives Générales Lydec (CCAG-Lydec)**

### **1.2.1 Présence des pièces contractuelles :**

Nonobstant la prévalence par ordre prévue par l'alinéa 1.2.0, En cas de non concordance, de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, c'est la disposition la plus contraignante pour L'Entreprise qui recevra application. Ce choix revient d'autorité à Lydec.

### **1.2.2 Préséance des pièces contractuelles et des textes :**

Les pièces contractuelles priment les dispositions des textes visés à l'article 1.1, à l'exception des dispositions légales ou réglementaires impératives ou d'ordre public.

**NB : Toutes les polices d'assurances objet du présent article, qui selon le code des assurances doivent être souscrites au Maroc, seront exigées auprès de compagnie(s) marocaine(s).**

### **ARTICLE I.3 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE.**

**1.3.1** - Du seul fait de la signature du Marché, L'Entreprise reconnaît avoir reçu du Maître d'ouvrage toutes les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du Marché. Il ne peut en aucun cas prévaloir d'un manque d'information relative à celles de ces indications générales sur lesquelles il aurait pu obtenir, sur sa demande, à la signature du Marché, les précisions qui lui sont nécessaires.

**1.3.2** - Documentation sur les conditions de réalisation des prestations :

a) L'Entreprise est réputée avoir examiné les sites et les emplacements à sécuriser et avoir, après cet examen, fait toutes les études utiles ou nécessaires et qu'il a apprécié, tant sur le plan technique que matériel, les risques et les contingences éventuelles liées à ce marché.

b) Les documents d'information joints au dossier n'ont qu'un caractère indicatif, dont l'appréciation est laissée à L'Entreprise qui a la liberté de les contrôler par toutes les enquêtes, demandes d'information et mesures voulues.

L'Entreprise ne peut élever aucune réclamation ni demander aucune indemnité au cas où il estimerait que du fait des renseignements donnés même dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévues par suite de mésestimation des risques ou de toutes sujétions.

c) L'Entreprise est réputée avoir étudié toutes les conditions du Marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les prestations peuvent être exécutés conformément à ces conditions et sans aucun recours contre Lydec.

L'Entreprise doit effectuer sa propre enquête sous sa seule et entière responsabilité et ne peut donc élever aucune réclamation pour manque d'information ou erreur ou mauvaise estimation de certains facteurs.

**1.3.3** - Les pièces contractuelles et documents remis par Lydec à L'Entreprise au cours de l'exécution du Marché doivent être vérifiés par L'Entreprise. Celui-ci est tenu de signaler à Lydec toutes les erreurs ou omissions qui ne sauraient échapper à un Entrepreneur qualifié ou qui lui apparaîtraient en raison de sa propre expérience et de proposer en conséquence les modifications qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la bonne exécution du Marché.

**1.3.4** - Pour tous documents, mémoires, notes techniques, plans, etc. L'Entreprise est tenue d'utiliser le système métrique et les unités de mesures s'y rattachant et de rédiger les dites pièces écrites en français, langue qui seule fait foi, les relations entre L'Entreprise et Lydec s'établiront en langue française.

**1.3.5** - L'Entreprise assume, dans tous les cas, l'entière responsabilité de l'exécution du Marché, nonobstant l'examen par Lydec des documents techniques qui lui sont soumis, le transfert à des tiers de l'exécution de certaines prestations (cf. article 1.4), la surveillance et le contrôle exercés par Lydec.

**1.3.6** L'Entreprise sera seul responsable, et supportera seul la charge résultant, de tous accidents ou dommages que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents peuvent causer tant à son personnel qu'aux tiers qu'au Maître d'Ouvrage, ses employés et ses représentants.

- L'Entreprise s'oblige à garantir et indemniser le Maître d'ouvrage contre toutes les réclamations, plaintes, poursuites, demandes de dommages et intérêt, frais, charges et dépenses de toute nature pouvant surgir à l'occasion de l'exécution du présent marché.

- Dans tous les cas, l'Entreprise s'engage à se substituer à LYDEC, à la première demande de cette dernière et dans un délai qu'elle fixe, dans toute action que viendrait un tiers ou un membre du personnel à engager à l'encontre de LYDEC.

**1.3.7** Le titulaire déclare Disposer de toutes les autorisations administratives et réglementaires pour l'exercice de l'activité objet du présent Marché ;

### **ARTICLE I.4 - SECURITE**

Pendant toute la durée du marché, l'entreprise est tenue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité et l'hygiène en général et la protection de ses agents et des tiers. Ses agents intervenants sur les sites de

Lydec resteront sous sa responsabilité et à ses frais, dans le cadre des mesures générales qui peuvent être applicables en vertu des textes légaux et réglementaires et en tenant compte des prescriptions de sécurité de LYDEC.

## **ARTICLE I.5 – MAIN-D'ŒUVRE**

La main-d'œuvre nécessaire à l'exécution du présent marché est recrutée par l'entreprise, sous sa responsabilité. L'entreprise doit respecter la législation en vigueur ou à venir portant réglementation du travail et des salaires au MAROC.

Le personnel de l'entreprise opérant sur site de LYDEC dans le cadre du présent marché est réputé être du personnel employé et rémunéré par la société prestataire et de ce fait ne peut, en aucun cas, prétendre être salarié de LYDEC ou réclamer son intégration parmi ses effectifs. Tous les problèmes inhérents à la gestion du personnel du prestataire, ses avantages matériels, sociaux ... et de toute autre nature que ce soit restent du ressort et compétence de l'entreprise.

## **ARTICLE I.6 - ASSURANCES ET RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE**

**Avant tout commencement des prestations, le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, les copies certifiées conformes des contrats d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, notamment celles se rapportant :**

### **1.6.1 - Assurances automobiles**

Les véhicules automobiles doivent être garantis conformément aux dispositions du dahir n°1-02-238 du 25 Rejeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurances, complété par le dahir n°1-04-05 du 1er rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n°09-03 complétant la loi n° 17-99 précitée.

### **1.6.2 - Accidents du travail et maladies professionnelles**

Les accidents du travail et maladies professionnelles survenant au personnel de l'Entreprise doivent être garantis conformément aux dispositions du Dahir n 1-60-223 du 12 Ramadan 1382 (6 février 1963) portant modification en la forme du Dahir du 25 Hijja 1345 (25 Juin 1927) relatif à la réparation des accidents du travail. Lydec ne sera pas responsable des dommages et indemnités légales, payables en cas d'accidents survenant aux ouvriers ou employés de l'Entreprise ou des sous-traitants. L'Entreprise garantira et indemniserà Lydec contre toute demande de dommages et intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charges et dépenses de toutes natures relatives à ces accidents.

### **1.6.3. - Responsabilités civiles**

Doivent être garanties les responsabilités civiles incombant :

**1** Au prestataire, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages, objet du présent Marché, jusqu'à leur réception définitive, les marchandises, les matériels, les installations, le personnel du prestataire.

**2** Au prestataire, en raison des dommages causés sur le chantier et ses dépendances, aux Biens et aux agents du Maître de l'Ouvrage ou de ses représentants ainsi qu'aux tiers dont le Maître de l'Ouvrage est responsable, jusqu'à la réception définitive.

**3** Au Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, en raison des dommages causés aux tiers sur le chantier et ses dépendances par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents. Le contrat correspondant doit prévoir une clause de renonciation à recours contre le Maître de l'Ouvrage ou ses représentants.

**4** Au maître de l'Ouvrage ou ses représentants, en raison des dommages causés au personnel salarié du prestataire et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, et qui entraîneraient un recours de la victime ou de l'assurance "accident du travail".

### **1.6.4 - Présentation des polices**

L'entreprise est tenu d'adresser à Lydec, avant tout commencement d'exécution des prestations, et chaque fois que Lydec le demandera en particulier, la photocopie certifiée conforme des polices d'assurance contractées pour la couverture des risques énumérés ci-dessus.

L'entreprise est tenue également de présenter à Lydec, chaque fois qu'il le demande, les attestations émanant de la Compagnie d'assurance certifiant que les primes ont bien été réglées.

### **1.6.5 Sous-traitants**

Les garanties des contrats d'assurances citées ci-dessus doivent être étendues aux sous-traitants, sauf si les sous-traitants sont déjà couverts pour ces mêmes risques ; les contrats propres aux sous-traitants doivent être présentés



au Maître de l'Ouvrage à sa demande (voir 1.6.6 ci-dessous), ainsi qu'une attestation de validité et de paiement des primes en cours.

#### **1.6.6 - Recours en cas de carence**

Dans le cas où l'entreprise manquerait à son obligation de contracter ou de maintenir en état de validité toute assurance mentionnée au présent article ou tout autre exigée par le Marché, Lydec serait en droit, sans y être obligé, de contracter lui-même cette assurance ou de la maintenir lui-même en état de validité, de payer les primes correspondantes et de déduire les montants ainsi payés par lui de toute somme due ou à devoir à l'entreprise ou d'en récupérer le montant comme s'il s'agissait d'une dette de l'entreprise.

#### **1.6.7 Délégation d'assurance :**

1 Les contrats d'assurance devront prévoir une clause de délégation des indemnités d'assurance au profit de Lydec chaque fois que le dommage aura été causé à elle dans l'un des cas visés ci-dessus. Lydec pourra hors la présence du prestataire percevoir les dites indemnités.

2 LYDEC doit être désignée en tant qu'assuré principal.

#### **1.6.8 Déclaration et prise en charge des incidents ou accidents:**

1 Le prestataire doit déclarer à LYDEC, tout incident ou accident de quelque nature que ce soit survenu à l'occasion de l'exécution du marché sur le chantier et ce, dès survenance dudit incident ou accident et le porter dans le cahier de chantier.

Le prestataire fait son affaire personnelle des déclarations, s'il y a lieu auprès des autorités administratives et des services de police.

2 Le prestataire s'engage également à déclarer et prendre en charge et à ses frais tout accident ou incident de quelque nature que ce soit subi, à l'occasion de l'exécution du présent marché, par son personnel, par les agents de LYDEC ou par les tiers à son assureur au plus tard dans les 48 heures suivant la survenance de l'accident. Il doit dans le même délai communiquer à LYDEC, par écrit, copie de la déclaration de l'accident.

**NB :** Les réclamations de tiers, du personnel du prestataire reçus, le cas échéant, par Lydec seront transmises directement au prestataire pour prise en charge de manière à ce que LYDEC ne soit jamais inquiétée à leur sujet.

Le non-respect de cet alinéa constitue une faute grave au sens du présent CCAF.

#### **1.6.9 Etendue des responsabilités générales de l'Entreprise :**

L'entreprise garantit et s'engage à indemniser Lydec contre les conséquences de tout dommage ou préjudice causé, à l'occasion des prestations, à toute personne et à toute propriété.

L'entreprise s'engage également garantir et indemniser Lydec contre toutes les réclamations, plaintes, poursuites, demandes de dommages et intérêt, frais, charges et dépenses de toute nature pouvant surgir à l'occasion de ces prestations.

### **ARTICLE I.7 - CESSION DU MARCHE- SOUS TRAITANCE.**

**1.7.1** - le marché ne peut être cédé en partie ou en totalité qu'après autorisation écrite et préalable du Maître d'ouvrage.

**1.7.2** Le prestataire ne peut sous-traiter tout ou partie de l'exécution du marché même sous sa responsabilité, qu'avec l'accord écrit et préalable du client assorti le cas échéant, des conditions de sous-traitance.

### **ARTICLE I.8 – GARANTIE**

#### **I.8.1- Garantie produits et services :**

- L'Entreprise, expert, est tenu d'une obligation de résultat et assume notamment à ce titre l'entière responsabilité de la Fourniture, de sa conception, de son procédé de fabrication, des choix techniques à mettre en œuvre pour sa réalisation et son adéquation à l'usage auquel elle est destinée, dont l'Entreprise déclare avoir parfaite connaissance.

A cet effet, l'Entreprise garantit à LYDEC que les Marchandises et /ou les Services :

- seront de qualité marchande requise,
- seront exempts de tout vice caché et apparent,
- seront adaptés et conformes aux besoins de LYDEC.
- seront exempts de toutes impuretés non précisés par l'Entreprise, défauts de conception, de matière et de fabrication



- seront conformes aux spécifications ou échantillons et seront conformes à toutes les règles, obligations légales, normes et réglementations se rapportant à la fourniture de Marchandises et aux prestations (installation, raccordement et mise en service) objet du présent CCAF

L'entreprise devra apporter toute garantie à LYDEC sur le respect des normes qualité ou services et des réglementations nationales en vigueur ou à défaut, internationales.

- L'Entreprise garantit à LYDEC l'exactitude des informations données dans son offre sur les qualités des produits et/ou services proposés.

- L'Entreprise garantit LYDEC contre tout recours qui serait intenté par quiconque du fait des matériels utilisés pour le présent marché et assure que toutes les précautions seront prises par ses intervenants pour éviter tous risques du fait de ses prestations sur les sites de LYDEC.

### 1.8.2- Période de garantie

La garantie sur les fournitures objet du (des) marché (s) est de **12 mois minimum** à compter de la mise en service des fournitures. Dans le cas où le prestataire a précisé dans son offre de soumission une durée dépassant les **12 mois**, c'est cette durée majorée qui recevra application.

**Le soumissionnaire doit s'engager à analyser le problème dans un délai de trois (03) jours ouvrés et apporter soit une correction, soit une solution acceptable par Lydec en fonction de l'importance de la panne des équipements installés.**

Les autres garanties citées à l'alinéa 1.8.1 et 1.8.5 du présent CCAF sont **d'une durée de 12 mois** à compter de la réception par LYDEC des fournitures objet de chaque commande.

Les responsabilités de l'entrepreneur sur les travaux effectués demeurent valables après la réception définitive et ce, pour une période de 10 à partir du prononcé de ladite réception.

### 1.8.3- Garantie propriété

L'Entreprise transfèrera la pleine et entière propriété de la fourniture et garantit qu'aucun tiers ne dispose d'un quelconque droit susceptible de priver LYDEC, en tout ou partie, des Marchandises ou Services. Nonobstant toute opération de contrôle ou de réception chez le l'entreprise, le transfert de la propriété s'opère à la livraison des fournitures. L'entreprise conserve cependant les risques inhérents à la fourniture jusqu'à l'émission par LYDEC d'un procès-verbal de réception sans réserves.

### 1.8.4- Garantie propriété industrielle et/ou intellectuelle

L'entreprise garantit Lydec contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée en matière de brevet, propriété industrielle, littéraire, artistique ou commerciale.

### 1.8.5- Garantie contre le dysfonctionnement ou le vice

**1.8.5.1** Dans le cadre de la période de garantie telle que stipulée au 1.8.2 ci-dessus et dès lors qu'il serait constaté par LYDEC par voie d'expertise, au choix de LYDEC, dans un centre agréé ou de son centre technique de métrologie CTM, et sans aucune formalité notamment judiciaire,

(i) un dysfonctionnement ou un vice de quelque nature (notamment vice de fabrication, de conception, d'exécution et/ou de matière) ou importance que ce soit affectant la Fourniture

(ii) ou en général, une non-conformité de la fourniture aux stipulations de la commande ou du présent marché au titre duquel la commande est passée

(iii) ou une non-conformité aux normes et réglementations en vigueur au moment de la passation de la commande,

L'Entreprise s'engage à ses frais, à rectifier, réparer, remplacer, modifier, mettre au point, au choix de Lydec et dans un délai fixé par cette dernière, la fourniture (y compris frais éventuels de déplacement de personnel, pose et dépose des produits, transport) de telle sorte que celle-ci fonctionne en tout point conformément aux dispositions de la Commande et aux stipulations du présent marché et à l'usage pour lequel elle est destinée.

A cet égard, LYDEC se réserve, en outre, le droit de réclamer le remplacement de toutes les quantités livrées soit au titre de la commande(s) ou du présent marché. Le tout, sans préjudices des dommages intérêts auquel Lydec pourrait prétendre et de tous autres droits et actions.

Pendant la période de garantie, les dysfonctionnements ou vice objet du présent alinéa seront constatés par Lydec par voie d'expertise, au choix de LYDEC, de son centre technique de métrologie ou dans un centre agréé. Le constat de ce centre est opposable au prestataire qui ne peut élever aucune réclamation.

**1.8.5.2** Au cas où l'Entreprise appelée à exécuter sa garantie, ne remplit pas son obligation dans le délai imparti à l'alinéa précédent, LYDEC se réserve le droit, en outre, d'appliquer des pénalités de retard dans les mêmes conditions que l'article II.2 du présent CCAF, sans préjudices de tous autres droits et actions.

**1.8.5.3** Toute réparation ou tout remplacement total ou partiel de la fourniture au titre de la garantie est assorti d'une nouvelle garantie d'une durée égale à la garantie initiale à compter de la date de fin de réparation ou de remplacement de la fourniture.

**1.8.5.4** Dans le cas où les produits remplacés en application des dispositions du présent article sont affectés eux-mêmes de dysfonctionnement ou d'un vice de quelque nature ou importance que ce soit ou sont non-conformes aux stipulations de la commande ou du présent marché au titre duquel la commande est passée ou une non-conformité aux normes et réglementations en vigueur au moment de la passation de la commande, l'Entreprise s'engage, à la première demande de Lydec et dans un délai fixé par cette dernière, à :

- (i) reprendre à ses frais, risques et périls toutes les quantités de fourniture livrées à LYDEC au titre du marché donnant lieu aux commandes,
- (ii) restituer le prix réglé par Lydec,
- (iii) procéder au renouvellement des tuyaux à ses frais (pose, dépose, remplacement)

Au cas où l'Entreprise manquerait à cette obligation, il sera redevable, en outre, à Lydec des pénalités de retard dans les mêmes conditions que l'article II.12 du présent CCAF et ce, à compter de l'expiration du délai cité dans le présent alinéa.

**1.8.5.5** Dans tous les cas (1.8.1 à 1.8.4), Lydec se réserve, en outre, la possibilité de suspendre les commandes en cours et leur paiement et/ou de refuser d'honorer toute nouvelle commande sans préjudice de toute autre voie d'action jusqu'à ce que le prestataire exécute entièrement ses obligations de garantie.

**1.8.5.6** Dans tous les cas (1.8.1 à 1.8.4), LYDEC se réserve, en outre, la faculté de résilier la commande (s) et le marché ou contrat au titre duquel les commandes sont passés et ce, dans les conditions de l'article II.10 ci-après.

#### **I.8.6- Garantie sur matériels estampillés Lydec**

Pour tout matériel estampillé Lydec qui serait transporté ou stocké même provisoirement dans les locaux de l'entreprise celle-ci devra garantir à Lydec la sécurité des accès de ses locaux.

En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse de ces matériels estampillés Lydec, la responsabilité du prestataire pourra directement être engagée.

#### **I.8.7- Garantie sociale et travail des enfants**

L'entreprise atteste être en règle avec la législation du travail. Elle reconnaît que l'ensemble de son personnel est dûment déclaré à la CNSS (ou des assurances du même type pour les consultants étrangers) et bénéficie d'une couverture accident du travail. L'entreprise déclare formellement ne pas employer d'enfants de moins de 16 ans et ne pas recourir au travail clandestin.

Sur simple demande de Lydec, le prestataire devra fournir les attestations de déclaration à la CNSS pour son personnel.

**Tout manquement par l'entreprise aux dispositions ci-dessus pourra donner lieu à des poursuites en dommages et intérêts par Lydec et à la mise en œuvre de la caution constituée par le prestataire pour ce marché.**

### **ARTICLE I.9 - ELECTION DE DOMICILE**

**1.9.1** Pour l'exécution des prestations objet du présent Marché, L'Entreprise déclare faire élection de domicile à ..... - Maroc.

L'Entreprise a l'obligation de maintenir son domicile au Maroc pendant toute la durée des prestations et de l'année de parfait achèvement.

En cas de changement de domicile, L'Entreprise est tenue d'en aviser Lydec, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

**1.9.2** Faute de respecter cette clause, Lydec a le droit de résilier le marché aux torts et frais exclusifs de L'Entreprise, sans préavis ni formalité aucune, sans préjudice des droits à exercer contre lui par Lydec.

### **ARTICLE I.10 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le présent marché est régi par le droit marocain.

Le Maître de l'Ouvrage et L'Entreprise feront tous les efforts nécessaires pour régler, à l'amiable, les différends ou litiges nés du Marché.

Dans le cas où ledit différend ou litige ne serait pas résolu par voie amiable dans un délai de 30 jours à compter de la notification par l'une des parties à l'autre des termes du différend ou litige, il sera soumis au tribunal de commerce de Casablanca.

## **ARTICLE I.11 – PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE**

1.11.1 Du seul fait de la signature du Marché, L'Entreprise garantit LYDEC contre toutes les revendications concernant les fournitures ou matériaux, procédés et moyens utilisés pour l'exécution des prestations et émanant des titulaires de droits de propriété intellectuelle notamment brevets, licences, dessins, modèles, marques de fabrique ou de commerce.

Il appartient à L'Entreprise d'obtenir à ses frais les cessions, licences ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des droits, redevances ou indemnités y afférents.

1.11.2 En cas d'actions dirigées contre la LYDEC par des tiers détenteurs ou titulaires de droits de propriété intellectuelle notamment de brevets, licences, dessins, modèles, marques de fabrique ou de commerce utilisé par L'Entreprise pour l'exécution des prestations, L'Entreprise doit intervenir à l'instance et indemniser la LYDEC de tous dommages - intérêts prononcés à son encontre ainsi que des frais supportés par elle.

1.11.3 L'Entreprise et son personnel sont tenus au secret professionnel, pendant toute la durée du marché et après son achèvement pour la durée, fixée à l'alinéa 1.11.4 sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance. Sans autorisation préalable et écrite de la part de LYDEC, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à LYDEC des renseignements qui leur seront fournis et des résultats d'examens, enquêtes et recherches effectuées pour accomplir leurs prestations.

L'Entreprise s'interdit formellement de divulguer ou de laisser divulguer toute information, écrite ou orale de quelque nature que ce soit (technique, commerciale, financière ou autre) étant non accessible ni connue du public en général et concernant LYDEC, sauf autorisation écrite et préalable de cette dernière.

Il s'engage à adopter les mesures nécessaires concernant l'usage ou la conservation de données et ce afin d'empêcher toute fuite des données de LYDEC. Il mettra en œuvre les procédures nécessaires afin de respecter et de faire respecter par son personnel l'obligation de confidentialité établie dans la présente clause.

Tout manquement à cette obligation de L'Entreprise ou de l'un de ses agents (Fixe et/ou temporaire) sera considéré comme une faute grave et pourra entraîner la résiliation immédiate du présent marché et ce, sans préjudice des dommages et intérêts que LYDEC serait en droit de demander au prestataire.

A première demande de LYDEC et dans un délai de 8 jours, le prestataire s'engage à :

- Restituer à LYDEC toute documentation qui lui a été transmise
- Détruire toute les copies et enregistrements en sa possession de ladite documentation
- Certifier et garantir à LYDEC que tous les documents concernant les prestations objet des présentes ont été restitués ou détruits.

1.11.4 L'obligation de confidentialité engage L'Entreprise de manière définitive et irrévocable et demeurera valable pour une durée de 20 ans à compter de la date la signature du marché par LYDEC.

## **ARTICLE I.12 - VALIDITE DU MARCHE**

Le présent marché, ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après signature par le Directeur Général de LYDEC **ou la personne déléguée par lui à cet effet.**

## **ARTICLE I.13 - ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

1 - LYDEC souhaite associer étroitement ses Prestataires à ses valeurs (Exemplarité, Innovation, Professionnalisme, Confiance, Cohésion, Esprit Citoyen), en particulier en vue de respecter et promouvoir ses engagements en faveur du développement durable.

2 - Le prestataire s'engage à respecter ces Règles, et en particulier à :

- (i) ne pas faire travailler des enfants, ni avoir recours à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire conformément aux principes de l'Organisation Internationale du Travail ;
- (ii) veiller à ce qu'il n'existe aucune forme de discrimination au sein de sa société ou vis-à-vis des tiers ;
- (iii) assurer pour tous ses employés des conditions de travail respectant la santé et la sécurité sur les lieux de travail ;

(iv) respecter l'environnement lors de la conception, la fabrication, l'usage et la destruction ou le recyclage de produits et réduire l'impact négatif qu'il pourrait avoir sur l'environnement conformément à toute législation environnementale et de santé publique applicable, qu'elle soit nationale, européenne ou internationale ; et ne s'engager dans aucune forme de corruption.

Ces obligations s'appliquent à l'Entreprise mais aussi à ses éventuels principaux sous-traitants.

3 – L'Entreprise s'engage à mettre en place au sein de sa société les règles et procédures nécessaires afin de s'assurer du respect des obligations visées dans le présent article et d'en faire une évaluation régulière.

4 – Si LYDEC suspecte un manquement de l'Entreprise à l'une de celles-ci, LYDEC pourra à tout moment lui demander des informations, éclaircissements, ou des explications quant aux manquements suspectés. L'Entreprise s'engage, à première demande, à fournir à LYDEC, dans les plus brefs délais possibles, lesdites informations, éclaircissements, ou explications, étayés de toutes les preuves nécessaires, et ceci avec le degré de précision et d'exhaustivité demandé par LYDEC.

5 – Si l'Entreprise ne fournit pas lesdites informations, éclaircissements, ou explications, LYDEC pourra, sans que ce soit une obligation, demander, après un préavis raisonnable, à un cabinet externe indépendant choisi en concertation avec l'Entreprise, de faire un audit de l'Entreprise afin de vérifier le respect des stipulations du présent article.

6 – Au cas où il serait prouvé que l'Entreprise a manqué aux engagements définis ci-dessus dans le paragraphe 2, sous paragraphes (i) à (iv), LYDEC pourra proposer à l'Entreprise des solutions et/ou des plans d'action raisonnables et proportionnels afin de remédier aux dits manquements.

#### **ARTICLE I.14 – CLAUSE DE SUBSTITUTION**

En vertu de la convention de gestion déléguée et en cas de rachat, de déchéance ou de résiliation du contrat de gestion déléguée dont LYDEC est Prestataire, il est expressément convenu que l'Autorité Délégante sera subrogée dans les droits et obligations de LYDEC au titre du marché passé avec le soumissionnaire.

Les clauses et conditions du marché s'imposeraient alors à l'Autorité Délégante.

#### **ARTICLE I.15 – RE-EVALUATION DES PRESTATAIRES**

Dans le cadre de la réévaluation trimestrielle de ses prestataires, Lydec pourra procéder à une notation de l'entreprise selon les critères suivants :

- Performance technique
- Gestion du planning
- Réactivité et Comportement
- Hygiène et Sécurité
- Respect de l'environnement et développement durable

En cas de réévaluation, les résultats seront communiqués au prestataire.

#### **ARTICLE I.16 – CONFIDENTIALITE**

L'entreprise s'interdit de divulguer ou de laisser divulguer toute information, écrite ou orale de quelque nature que ce soit (technique, commerciale, financière ou autre) étant non accessible ni connue du public en général et concernant Lydec.

Elle s'engage à adopter les mesures de prévention et de sécurité nécessaires concernant l'usage, la conservation et l'accès de son propre personnel à ces données afin de respecter et de faire respecter l'obligation de confidentialité établie dans le marché.

L'obligation de confidentialité du prestataire stipulée dans les présentes sera valable pendant toute la durée du marché, ainsi que pour une durée de 20 ans après son expiration.

#### **ARTICLE I.17 – Sans Objet**

#### **ARTICLE 1.18 - Sans Objet**

#### **ARTICLE 1.19 - INTERLOCUTEURS DEDIES**

Le prestataire désigne un interlocuteur dédié à LYDEC joignable sur GSM. L'interlocuteur en charge du contrat LYDEC est informé précisément des conditions du marché et doit avoir le pouvoir de régler les problèmes ou de prendre des décisions.

En cas d'absence occasionnelle de l'interlocuteur dédié, le prestataire s'engage à mettre en place un remplacement permettant de maintenir en permanence le niveau décisionnel de l'interlocuteur dédié et informer LYDEC en communiquant les noms, prénom et n° GSM du nouvel interlocuteur.

L'interlocuteur dédié pour LYDEC est M : .....

En qualité de : ..... GSM : .....

## Chapitre II – Clauses financières

### ARTICLE II.1 - MODE DE REMUNERATION

#### II.1.1- Prix

##### II.1.1.1 Disposition générales

L'Entrepreneur est censé tenir compte, dans l'établissement de ses prix, de toutes les sujétions résultant directement ou indirectement des conditions générales d'exécution du présent Marché.

Aucune réclamation de sa part, basée sur ces sujétions, ne sera recevable, quel que soit le moment où elle sera formulée.

Les prix comprennent tous les frais relatifs au présent marché, notamment :

- les essais nécessaires à la bonne conception et exécution des ouvrages ;
- les dépenses d'amortissement, d'entretien et d'exploitation du matériel nécessaire ;
- les dépenses inhérentes à l'exécution des travaux faisant l'objet du Marché, dont en particulier, les remises en état des lieux, les droits de douane et les assurances éventuelles ;
- tous salaires, annexes de salaires, frais de déplacement, gratifications et indemnités diverses du personnel, directement ou indirectement nécessaires aux travaux considérés ;
- tous les frais généraux, faux-frais, aléas et bénéfices ;
- les frais afférents à la propriété intellectuelle (brevet, licence, dessin et modèle).
- tous impôts et taxes y compris la taxe sur la valeur ajoutée TVA,
- la gestion des déchets au sens de la loi n° 28-00 relative à la gestion des déchets et à leur élimination
- d'une façon générale, toutes dépenses, frais et faux frais à engager pour la bonne exécution des travaux (sondages, recherches de canalisations ... etc).

Il est convenu que les travaux de remise en état nécessités par tous dégâts commis par l'Entrepreneur lors des travaux de toute sorte faisant l'objet du Marché aux installations ou aux biens de toute nature restent à la charge exclusive de l'Entrepreneur.

##### II.1.1.2 Définition des prix

Les travaux faisant l'objet du présent Marché seront réglés par application des prix définis dans le Bordereau des Prix Unitaires Formant Détail Estimatif

Les quantités prises en compte résulteront d'attachements pris en cours de travaux. En principe, toutes les dimensions prévues aux dessins notifiés "BON POUR EXECUTION" seront respectées et prises ainsi en attachement.

Les renseignements fournis par le Maître de l'Ouvrage ne dispensent pas l'Entrepreneur d'effectuer les vérifications et les reconnaissances nécessaires, notamment sur les difficultés particulières susceptibles d'être rencontrées.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne peut se prévaloir de l'insuffisance des renseignements fournis par le Maître de l'Ouvrage pour revenir en cours de marché sur les prix qu'il a acceptés ou pour demander une indemnité.

L'Entrepreneur sera réputé s'être rendu compte sur place des difficultés des travaux, et il n'aura droit à aucune plus-value sur les prix du bordereau, quelles que soient les difficultés spéciales rencontrées pendant les travaux, telles que par exemple : présence d'autres chantiers, arrêt momentané des travaux, maintien de la circulation ... etc.

### **II.1.2 - Mode de règlement des prestations**

Les factures de l'entreprise seront réglées en dirhams après réception et acceptation sans réserve des produits ou matériels livrés.

**Le fournisseur s'engage à remettre dès signature du présent marché un projet de cadencement de la facturation pour toute la durée des travaux avec mention des règlements à prévoir en dirhams.**

Les travaux peuvent donner éventuellement lieu à l'établissement d'un décompte mensuel (soumis à la validation de la Lydec) établi sur la base d'attachements qui seront calculés sur les prix figurant dans le **BPU-DE** comme indiqué ci-dessous :

a) Les attachements seront pris au fur et à mesure de l'exécution des travaux, sous réserve de l'application du sous-paragraphe b) ci-dessous.

Les attachements portent sur les travaux terminés et en-cours, les quantités sont déterminées sur la base des dimensions prévues aux dessins "BON POUR EXECUTION" et effectivement réalisées en fonction de l'avancement de la réalisation.

b) Lorsque certaines parties d'ouvrages doivent être cachées conformément aux dispositions du CCTP, l'Entrepreneur doit prévenir le Maître de l'Ouvrage la veille des travaux de pose et fixer avec le représentant de celui-ci l'heure à laquelle seront pris contradictoirement les attachements relatifs aux quantités de travaux qui ne pourraient être vérifiées par la suite.

c) Les attachements seront pris contradictoirement par le représentant du Maître de l'Ouvrage et l'Entrepreneur. L'Entrepreneur fournira à cette occasion le personnel et les outils ou appareils de mesure nécessaires à une évaluation précise des travaux effectués.

d) Aucun attachement ne pourra être opéré pour les ouvrages dont l'exécution ne sera pas conforme au plan correspondant signé par le Maître de l'Ouvrage avec la mention "BON POUR EXECUTION", ainsi qu'aux spécifications du CCTP.

L'Entrepreneur remettra en fin de mois à l'approbation du Maître de l'Ouvrage le Cahier des attachements ainsi qu'un projet de décompte mensuel. Les représentants du Maître de l'Ouvrage disposeront de 10 jours pour approuver ou amender ce projet de décompte et le transmettre aux services concernés du Maître de l'Ouvrage.

Les modalités de règlement sont **de 90 jours** à compter de la date de réception au bureau d'ordre (48 rue Mohamed Diouri – immeuble Laâroussi du lundi au vendredi avant 17H) de la facture et ce, dans les termes des articles 14 et 15 des conditions générales d'achat de Lydec.

Dans le cas d'une affectation en nantissement du présent Marché, dès qu'un décompte aura été établi, l'Entrepreneur pourra demander au Maître de l'Ouvrage une attestation de droits constatés qui lui sera fournie à toutes fins utiles.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception provisoire, l'entrepreneur devra remettre au Maître de l'Ouvrage une situation récapitulative détaillée des travaux exécutés, présentant les quantités déjà réglées et le montant total du Marché.

L'Entrepreneur pourra prendre la copie du décompte général définitif dans un délai de UN (1) mois après la remise de la situation récapitulative.



## ARTICLE II.2 - IMPOTS, TAXES, FRAIS DOUANIERS

Le soumissionnaire sera entièrement responsable de tous impôts, taxes, éventuelles retenues à la source pour les prestations des sociétés étrangères, droits de timbre, droits de douanes en cas de fournitures importés, Taxe professionnelle s à payer dans le cadre de la mise en service des fournitures ou prestations objet du marché.

Le prestataire est réputé avoir examiné en détail, avant l'établissement de ses prix, toutes les incidences des lois fiscales et douanières en vigueur à la date de la remise de son offre.

Les prix du bordereau des prix et du détail estimatif et des soumissions seront libellés entièrement en dirhams marocains.

## ARTICLE II.3 - REVISION DES PRIX

**Les prix sont fermes et non révisables pendant toute la durée du marché**

## ARTICLE II.4 - GARANTIE DE BONNE EXECUTION

La garantie de bonne exécution est fixée à TROIS POUR CENT (3%) du montant initial du Marché en TTC.

La garantie de bonne exécution prendra la forme d'une garantie bancaire réalisable à première demande et émanant d'une Banque s'engageant avec le prestataire à verser au maître d'ouvrage, jusqu'à concurrence du montant de garantie stipulé ci-dessus, les sommes dont ils viendraient à être reconnus débiteurs envers le maître d'ouvrage à l'occasion du présent marché.

Il est rappelé que le prestataire doit produire cette garantie bancaire conformément au modèle annexé au Règlement particulier d'appel d'offres. La garantie bancaire doit être émise par une Banque marocaine habilitée à émettre de telles garanties.

La garantie bancaire doit être communiquée au maître d'ouvrage dans les Trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché et elle restera affectée à la garantie des engagements contractuels du prestataire jusqu'à l'expiration de trois mois à dater de la réception définitive du marché.

La garantie bancaire est libérée sur main levée du maître d'ouvrage, sauf les cas d'application des mesures coercitives prévues dans le CCAF, dans les trois (03) mois suivant la date de la réception définitive des travaux après que le titulaire du marché ait rempli à la date de la réception définitive toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage et a justifié du paiement des indemnités dont il serait redevable en application de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire promulguée par le Dahir n° 1-81-254 du 11 rejab 1402 (6 mai 1982) à raison des dommages causés à la propriété privée par l'exécution du marché.

La garantie de bonne exécution sera acquise également par le maître d'ouvrage dans les cas prévus par le présent CCAF.

Les frais de la garantie bancaire seront à la charge du prestataire.

Une Garantie supplémentaire pourra être exigée par LYDEC pour les éventuels avenants au marché. Il est fixé à 3% du montant de l'avenant du marché en TTC et devra être délivré à l'entrepreneur dans les conditions précitées.

## ARTICLE II.4bis – Sans objet

Sans objet

## ARTICLE II.4ters – CAS D'INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

1. L'inexactitude avérée de la déclaration sur l'honneur entraînera l'ensemble des sanctions suivantes ou l'une d'entre elles, sans préjudice, le cas échéant, de poursuites pénales :

- l'exclusion temporaire ou définitive du déclarant des marchés passés par Lydec, assortie de la saisie du cautionnement;



- la résiliation du marché aux torts et griefs du titulaire, assortie de la saisie du cautionnement, suivie ou non de la passation d'un nouveau marché. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un nouveau marché après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au déclarant sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à Lydec.

2. Le déclarant sera invité, au préalable, par écrit à présenter ses observations dans le délai imparti par Lydec qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. Après examen de sa réponse ou à l'expiration du délai précité, la décision de sanction lui sera notifiée.

## ARTICLE II.5 - NANTISSEMENT

"Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un nantissement en application des dispositions du dahir du 9 ramadan 1331 (12 Août 1913) formant code des obligations et contrats et ce, selon une procédure établie d'un commun accord entre le titulaire du marché, la banque du choix du titulaire du marché et LYDEC.

Tous les frais liés à ce nantissement sont à la charge du titulaire du marché."

## ARTICLE II.6 - DECOMPOSITION DES PRIX DU BORDEREAU

L'Entreprise fournira la décomposition du prix total de sa proposition dans le but de faire apparaître le prix hors taxes et le montant des taxes.

## ARTICLE II.7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES NON PREVUS AU MARCHÉ

- Lorsque, sans changer l'objet du marché, LYDEC juge nécessaire d'exécuter des prestations non prévues ou prestations supplémentaires, considérés comme l'accessoire dudit marché et ne dépassant pas dix pour cent (10%) de son montant, L'Entreprise doit se conformer sans délai aux ordres de service qui lui sont adressés à ce sujet et préparer immédiatement de nouveaux prix d'après ceux du marché ou par assimilation aux prestations les plus analogues. En cas d'impossibilité absolue d'assimilation, il est pris pour terme de comparaison les prix courants pratiqués au Maroc.

- Les nouveaux prix sont calculés dans les mêmes conditions économiques que les prix du Marché et de manière à être passibles du rabais ou de la majoration si le marché en comporte.

-Lorsque LYDEC et L'Entreprise sont d'accord pour arrêter les prix définitifs ceux-ci feront l'objet d'un avenant.

- Les prestations supplémentaires ne seront exécutées qu'après signature de l'avenant par les deux parties.

## ARTICLE II.8 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

L'Entreprise supportera les frais de timbre, et s'il y a lieu les frais d'enregistrement des différentes pièces du Marché.

## ARTICLE II.9 - DOMICILIATION BANCAIRE – DELAI DE PAIEMENT

L'Entreprise a l'obligation d'avoir une domiciliation bancaire. Les références de ce compte bancaire doivent être fournies par écrit par L'Entreprise à LYDEC.

Le présent marché est domicilié auprès de :

- Nom de la Banque : .....
- Adresse : .....
- Numéro de compte (24 chiffres) : .....

« Le paiement se fera dans un délai de 90 jours à partir de la date de dépôt de la facture au bureau d'ordre de Lydec sise, à 48 rue Mohamed Diouri, Immeuble Laâroussi Casablanca accompagnée des attachements des prestations réalisées objet de la facture, validés par Lydec. »

## ARTICLE II.9 bis – GARANTIES/RECEPTION DU MARCHÉ

### 1 - Réception provisoire du marché :

- Dès que les travaux objet du présent Marché seront achevés, matériels installés et raccordés et dès que les installations seront prêtes à fonctionner, l'Entrepreneur le notifiera par écrit au Maître d'ouvrage.

- Les essais de réception seront alors effectués en présence du représentant de LYDEC et éventuellement des services concernés.
  - Tous les frais supplémentaires engendrés par une mise en conformité éventuelle demandée par le Maître de l'Ouvrage seront à la charge de l'Entrepreneur.
  - Un Procès-Verbal fixera la date de fin des travaux objet du marché, après que :
    - Tous les essais régleurs soient faits et soient concluants
    - Le dossier exploitation soit validé et remis au maître d'ouvrage.
    - Mise sous tension des Transformateurs
  - Sous réserves des dispositions de l'alinéa 2 ci-après et notamment ses paragraphes 4 et suivants, la réception provisoire impliquant le transfert de propriété sera alors prononcée après 30 jours de fonctionnement à compter de la date de fin des travaux fixée dans le procès-verbal.
- Si pour des raisons non imputables à l'entreprise, les travaux sont terminés mais la mise sous tension des transformateurs n'a pas eu lieu, dans un délai de **12 mois** après la fin des travaux, la réception provisoire sera prononcée.

Nonobstant tout transfert de propriété antérieur, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de refuser les ouvrages ou le matériel dans les conditions précisées ci-après :

- Si, à la suite d'essais non satisfaisants, l'entrepreneur ne peut, dans le délai qui lui est consenti par le Maître de l'Ouvrage, mettre les ouvrages ou le matériel en état de remplir les conditions techniques fixées par le CCTP pour que la réception provisoire puisse être prononcée.
- Si, pendant l'année suivant la réception provisoire, se révèlent des vices graves incompatibles avec une exploitation normale.

En cas de refus par lui des ouvrages ou du matériel, le Maître de l'Ouvrage a le choix entre les solutions ci-après :

Accepter que les ouvrages ou le matériel refusés, soient remplacés par l'Entrepreneur et à ses frais. En attendant qu'il ait pu être procédé à ce remplacement, le Maître de l'Ouvrage a la faculté :

- de renoncer à utiliser les ouvrages ou le matériel refusé,
- d'utiliser ces ouvrages ou ce matériel, sous la responsabilité et avec l'accord de l'Entrepreneur, moyennant certaines modifications, adjonctions ou adaptations éventuelles effectuées aux frais de l'Entrepreneur, s'il y a lieu. Le Maître de l'Ouvrage a alors gratuitement le libre usage des ouvrages ou du matériel défectueux et pourra, après préavis de VINGT (20) jours par lettre recommandée avec accusé de réception, prononcer la résiliation de tout ou partie du Marché.

Ne pas accepter le remplacement des ouvrages ou du matériel défectueux et après préavis de VINGT (20) jours par lettre recommandée avec accusé de réception, prononcer la résiliation de tout ou partie du Marché.

Lorsque le Maître de l'Ouvrage accepte le remplacement des ouvrages ou du matériel défectueux, il renonce à l'exercice de ses droits à dommages et intérêts pour tout préjudice subi de ce fait, les pénalités de retard éventuellement encourues restant, bien entendu, applicables.

Après leur remplacement, ou le cas échéant, après résiliation du Marché, les ouvrages ou les matériels refusés sont remis à la disposition de l'Entrepreneur, celui-ci doit alors procéder à leur démolition ou à leur enlèvement à ses frais et dans les moindres délais.

En cas de retard dans cette démolition ou cet enlèvement, le Maître de l'Ouvrage peut, après mise en demeure par lettre recommandée, faire exécuter le travail aux frais et risques de l'Entrepreneur.

Le Maître de l'Ouvrage peut encore prononcer la résiliation de tout ou partie du marché dans un délai de huit (8) jours calendaires après mise en demeure par lettre simple ou recommandée et ce dans le cas où il est reconnu, au cours de la construction de l'ouvrage ou du matériel, que cet ouvrage ou ce matériel serait finalement refusé en totalité ou en partie si on l'achevait ou on le montait.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le présent marché peut être résilié de plein droit par LYDEC après mise en demeure adressée au syndic de redressement ou liquidation judiciaire, le cas échéant, et restée plus d'un mois sans réponse..

En cas de résiliation du Marché par application du présent Article, le Maître de l'Ouvrage se réserve expressément le droit de réclamer une indemnité en rapport avec le préjudice subi par lui.

## **2 - Procédure de la réception provisoire:**

1. L'Entrepreneur devra aviser le maître d'ouvrage, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux objet du marché ont été achevés ou le seront.
2. Le maître d'ouvrage procédera, l'Entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalable à la réception des ouvrages dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

En cas d'absence de l'Entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal de réception et ce dernier lui sera notifié.

3. Les opérations préalables à chaque réception comportent :
  - a La reconnaissance des ouvrages exécutés;
  - b Les épreuves prévues par le présent Marché;
  - c La constatation de l'inexécution des prestations prévues dans le cadre du présent marché;
  - d La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons;
  - e La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux et des terrains;
  - f Les constatations relatives à l'achèvement des travaux et à l'état de bon fonctionnement des ouvrages et des installations, le cas échéant;
  - g La remise au maître d'ouvrage des plans des ouvrages conformes à l'exécution des travaux dans les conditions précisées par le présent marché.

Ces opérations feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage et signé par lui et par l'Entrepreneur. En cas de refus de l'Entrepreneur de signer le P-V, il devra en être fait mention audit procès-verbal.

Si pour des raisons non imputables à l'entreprise, la mise sous tension des Transformateurs n'a pas eu lieu, la réception provisoire ne pourra être prononcée qu'après un délai de **12 mois** après la fin des travaux.

Dans un délai de quinze (15) jours suivant la date du procès-verbal, le maître d'ouvrage fera connaître, par ordre de service, à l'Entrepreneur s'il a ou non décidé de prononcer la réception des ouvrages et la date de fin des travaux qu'il a retenue ainsi que les réserves dont il aura éventuellement assorti la réception.

4. Lorsque la réception provisoire est assortie de réserves, l'Entrepreneur devra remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai qui sera fixé par le maître d'ouvrage par ordre de service.

Au cas où l'Entrepreneur ne remédie pas à ces imperfections et malfaçons dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les travaux correspondant aux frais et risques de l'Entrepreneur.

5. Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage devra être précédée de leur réception.
6. La réception provisoire entraînera le transfert de la propriété au profit du maître d'ouvrage et constitue le point de départ de l'obligation de garantie contractuelle.

## **3 - Réception définitive – Délai de garantie**

Pour la prestation objet du présent marché (Fourniture et installation) objet du présent marché, la garantie est définie comme suit :

La garantie de parfait achèvement dont le début est la réception provisoire est d'un (1) an.

1. une année de garantie de parfait achèvement dont le début est la réception provisoire dont le matériel ne doit subir aucun défaut. Au sens du présent article, il faut entendre par défaut : un dysfonctionnement ou un vice caché ou apparent de quelque nature (notamment vice de fabrication, de conception, d'exécution et/ou de matière) ou importance que ce soit affectant la Fourniture ou en général, une non-conformité de la fourniture aux stipulations du marché ou une non-conformité aux normes et législations et réglementations en vigueur à la date de signature du marché.
2. Dès lors qu'il serait constaté par LYDEC, sans aucune formalité judiciaire un tel défaut, l'entrepreneur s'engage à réparer, remplacer, mettre au point, au choix de Lydec et dans un délai fixé par cette dernière (ce délai ne doit pas être supérieur à 10 jours à compter de la première demande de LYDEC), aux frais du fournisseur la fourniture (y compris frais éventuels de déplacement de personnel, démontage /remontage, transport) de telle sorte que celle-ci fonctionne en tout point conformément aux stipulations du marché et à l'usage pour lequel elle est destinée.
3. L'entrepreneur restera responsable des installations jusqu'à l'expiration du délai de garantie.
4. Au cas où l'entrepreneur appelé à exécuter sa garantie, ne remplit pas son obligation dans le délai imparti à l'alinéa précédent, LYDEC se réserve le droit, en outre, d'appliquer une pénalité de 5000,00 DH par jour, sans préjudices de tous autres droits et actions.
5. L'année de garantie des fournitures et travaux en défaut est recomptée à partir de la date à laquelle l'entrepreneur a remédié au défaut.
6. Lydec se réserve le droit d'appliquer également les dispositions de l'alinéa 1.8.5 du présent CCAF

Après la réception provisoire, l'entrepreneur est tenu à la garantie biennale de bon fonctionnement de tous les équipements.

Cette garantie engage l'Entrepreneur pendant deux ans, à compter de la date de réception provisoire, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage et dans le délai qui serait fixé par ce dernier, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seront signalés par Lydec, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution des travaux, en application des critères et dans les termes définis par les fascicules concernés du CCTG, les DTU, les normes en vigueur, et les documents auxquels ils renvoient.

Cette garantie s'étend également aux équipements de pompage, robinetterie, vantellerie, électriques et électromécaniques.

La réception définitive sera prononcée à la fin du délai de garantie tel que précisé ci-dessus,

**La réception définitive marquera la fin de l'exécution du présent marché.** Les obligations de garanties, de confidentialité incombant au prestataire survivront à l'expiration du présent marché. Ces obligations demeureront valables jusqu'à l'expiration de leurs durées spécifiques prévues par le présent marché.

L'entrepreneur est également tenu de respecter les obligations prévues par le Cahier des Garanties faisant partie du présent marché.

Les garanties prévues par les pièces constitutives du Marché ne limitent pas et ne suppriment pas le droit de LYDEC de se prévaloir des garanties légales. De convention expresse, l'entrepreneur reconnaît le droit à Lydec de faire jouer, à sa seule discrétion la ou les garanties (légale (s) ou contractuelle (s)) la plus favorable pour LYDEC.

## ARTICLE II.10 – RESILIATION DU MARCHE

En cas de manquement du prestataire aux obligations des présentes, Lydec le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui est notifiée par ordre de service ou par lettre.

Ce délai, sauf le cas d'urgence dont LYDEC est seule juge, n'est pas inférieur à 48 heures à dater de la notification de la mise en demeure.

Si le prestataire ne remédie pas à son manquement dans ce délai, Lydec se réserve le droit de résilier de plein droit et sans formalité judiciaire ni autre préavis et ce, sans préjudice tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre.

En outre, LYDEC pourra, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquelles elle pourrait prétendre, résilier le marché de plein droit, sans que le prestataire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit de ce fait dans les cas suivants:

Avec effet immédiat en cas de :

- Cessation d'activité ;
- Demande des autorités administratives ou judiciaires compétentes.
- Situation de force majeure dont les effets perdureraient au-delà d'une durée de 1 semaine ;
- Atteinte du plafond des pénalités.
- Non-respect des garanties stipulées à l'article I.8 ci- dessus;

En cas de résiliation, l'entreprise s'engage à remettre à Lydec, au plus tard dans les dix (10) jours de la date de résiliation et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les prestations effectuées dans le cadre du marché.

## **ARTICLE II.11 – DELAI D'EXECUTION DU MARCHE**

Le délai global maximum d'exécution des travaux objet du présent Appel d'Offres est fixé à : **2 (DEUX) mois** à compter de la date de démarrage des travaux prescrite dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les délais seront exprimés en mois du calendrier grégorien à compter du jour prévu (par ordre de service) pour le commencement des travaux correspondants.

Les délais contractuels tiennent compte de la période de préparation et d'organisation du chantier ainsi que de l'implantation des ouvrages et de l'élaboration des plans d'exécution. Les travaux seront réputés terminés, aux fins d'application du présent article, à la date indiquée au Procès-Verbal visé à l'Article 29 ci-dessous.

Au cas où les travaux seraient retardés pour des raisons à la fois imprévisibles et indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur :

- augmentation de la masse des travaux, hors des limites définies à l'article **8.1.1** du CCAG.
- force majeure.
- retard imputable au Maître de l'Ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage pourra, sur demande écrite justifiée de l'Entrepreneur, présentée dans les dix (10) jours qui suivent l'apparition du fait ayant causé ce retard, accorder une prolongation des délais partiels et globaux ci-dessus.

Toute demande, même justifiée, présentée plus de dix (10) jours après l'apparition du fait ayant causé un retard, ne sera pas prise en considération.

## **ARTICLE II.11bis – Réajustement du minimum et du maximum des prestations à réaliser**

LYDEC se réserve le droit de demander le réajustement du minimum ou le maximum des prestations à réaliser. Le réajustement ne pourra en aucun cas être supérieure à 10% du maximum des prestations en cas d'augmentation de la quantité ou de la valeur desdites prestations, et à 25% en cas de diminution de la valeur ou de la quantité des prestations minimales.

La demande de réajustement, le cas échéant, sera communiquée au prestataire deux mois au moins avant l'échéance en cours.

Le prestataire est libre d'accepter ou pas la demande de LYDEC.

En cas d'accord, le réajustement sera formalisé par avenant écrit signé par les deux parties.

En cas de désaccord, chacune des parties conserve son droit de dénoncer le marché conformément aux dispositions de l'article II.11 du présent CCAF

Les travaux en plus ou en moins seront comptés à l'Entrepreneur sur la base des prix figurant dans le Marché.

### **ARTICLE II.11ter - STOCKAGE DU MATERIEL SUR LE CHANTIER**

L'Entrepreneur doit reconnaître le matériel à son arrivée sur le chantier pour s'assurer de sa parfaite conservation pendant le transport, et en cas d'avarie, tenir le Maître de l'Ouvrage au courant des constats et des réserves qu'il fait auprès du transporteur.

L'Entrepreneur doit prendre en charge et emmagasiner le matériel approvisionné et monté par lui, dans le cadre des dispositions ci-après :

- il doit se conformer aux consignes qui lui sont données par le Maître de l'Ouvrage concernant la répartition du matériel aux emplacements de stockage.
- après déballage à pied d'œuvre du matériel et sauf dérogation au présent Article, les emballages sont repris par l'Entrepreneur.

Dans le cas où l'Entrepreneur envisage l'emploi d'explosifs ou de toute matière dangereuse, il lui incombe d'obtenir les autorisations administratives nécessaires auprès des autorités concernées. L'Entreprise devra tenir compte de la loi 28-00 sur la manipulation des matières dangereuses.

Dans le cas d'usage d'explosifs, l'Entrepreneur est tenu d'approvisionner et d'utiliser les explosifs et accessoires de tir suivant les lois et règlements en vigueur sous son entière responsabilité. Il est seul responsable de tout accident pouvant provenir du fait de l'emploi des explosifs.

Le stockage de carburants et autres matières dangereuses doit être organisé conformément aux lois et règlements en vigueur. En particulier, les quantités de matières inflammables entreposées dans les constructions provisoires ne doivent pas dépasser les besoins d'une journée. En dehors des heures de travail, les matières inflammables ou combustibles (chiffons, graisses, vernis, etc...) doivent être enfermés dans des coffres métalliques adéquats.

### **ARTICLE II.12 - PENALITES - MESURES COERCITIVES**

II.12.1 L'Entreprise devra immédiatement informer LYDEC de tout retard prévisible de livraison ou autre retard et des mesures prises afin d'y remédier (moyens de production, transport aérien etc...), toutes les dépenses supplémentaires qui en résultent étant supportées par l'Entreprise.

II.12.2 En cas de retard de livraison ou de toute autre nature de retard, LYDEC se réserve le droit d'appliquer à l'entreprise des pénalités de retard dans les conditions ci-après :

- En cas de retard non imputable à un cas de force majeure ou à une faute de LYDEC, l'Entreprise sera redevable de pénalités de retard calculées sur le montant total de la Commande concernée au taux de 0,5 % par jour calendaire de retard pour les 5 premiers jours, et porté à un pour cent (1%) par jour au-delà calculés sur le montant HT de la commande faisant l'objet du retard et ce par jour calendaire de retard, constaté en dépassement du délai de livraison, qui court du jour de réception du bon de commande par le prestataire.
- Si l'entrepreneur refuse de réaliser les essais nécessaires de mise en service des relais de protection, Lydec appliquera une pénalité de deux mille dirhams par jour calendaire (2000 DH/j) à partir de la date de notification de cette pénalité par fax.
- En cas de retard dans le commencement des travaux à la date fixée dans le planning des travaux pour des raisons imputées à l'entrepreneur, Lydec pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de deux cents (200) DH par jour calendaire de retard jusqu'au commencement effectif des travaux suivi d'une mise en demeure par lettre recommandée.
- Si l'entrepreneur refuse de réaliser les travaux pour des motifs non justifiés, Lydec qualifiera ce refus de manquement grave de la part de l'entrepreneur à ces obligations contractuelles et appliquera une pénalité de 50.000,00 DH, retenue sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans préjudice de l'application des mesures prévues dans le présent marché, notamment celles prévues dans l'article (Résiliation du marché) du présent CCAF.



- Le maître d'ouvrage informera l'entrepreneur de la défaillance constatée et de la pénalité qui lui sera appliquée. Ces pénalités seront retenues d'office sur les sommes dues à l'Entrepreneur
- Le montant maximum des pénalités de retard liées à une commande est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant de cette commande.
- Le cumul des pénalités de retard pour l'ensemble du marché (cumul de plusieurs retards sur plusieurs commandes différentes) est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant du marché.
- Lorsque ce plafond de 10% est atteint, ceci sera qualifié par manquement grave de l'entrepreneur et Lydec appliquera les dispositions de l'article II.12bis
- Sans préjudice de ce qui précède, LYDEC se réserve le droit d'appliquer l'une, plusieurs ou toutes les mesures ci-après:
  - réclamer à l'Entreprise son préjudice effectif ;
  - prononcer à tout moment, sans mise en demeure préalable ni autre formalité unilatéralement et discrétionnairement; la résiliation totale ou partielle de la ou des Commande(s) aux torts du l'Entreprise sans préjudice de tous dommages et intérêts ; la résiliation prendra effet à compter de la date de la de notification de lettre de résiliation au prestataire, La résiliation aux torts du prestataire s'effectue à ses frais et risques
  - s'adresser à un autre prestataire pour obtenir les produits ou services faisant l'objet de la ou des commande(s) concernée(s). Les frais résultant de ce nouvel achat et l'écart de prix éventuel seront à la charge de l'entreprise défaillante. Dans ce cas, le prestataire devra régler cet écart à LYDEC dans le délai et les conditions que cette dernière fixerait.
  - résilier discrétionnairement et unilatéralement le présent marché sans mise en demeure préalable ni autre formalité, aux torts exclusifs de le prestataire La résiliation prendra effet 15 jours calendaires à compter de la notification de la décision de résiliation au prestataire. La résiliation aux torts du prestataire s'effectue à ses frais et risques

II.12.3 LYDEC se réserve, en outre, le droit de déduire des règlements à l'Entreprise le montant des pénalités précitées, le tout sans préjudice de tous dommages-intérêts auxquels LYDEC peut prétendre.

II.12.4 Ne pourront être considérés comme constituant un cas de force majeure que les événements répondant simultanément à toutes les conditions ci-après :

- a/ Ce ou ces événements doivent être irrésistibles et imprévisibles, c'est-à-dire totalement indépendants de la volonté de l'entreprise
- b/ l'entreprise ne doit avoir aucun moyen d'éviter leurs effets ou de pallier leurs conséquences,
- c/ A la suite de ces événements, l'entreprise s'est trouvée dans l'impossibilité absolue de livrer à la date prévue.

II.12.5 L'entreprise ne pourra invoquer les retards de ses propres prestataires ou sous-traitants que lorsque la cause de ces retards pourra être considérée comme un cas de force majeure en application de la présente clause.

II.12.6 La grève des employés de l'Entreprise ou la période du congé annuel de son personnel ne sera en aucun cas constitutive d'un cas de force majeure. Il en est de même des intempéries.

II.12.7 En cas de survenance d'un cas de force majeure tel que défini ci-dessus, l'Entreprise devra en informer LYDEC par écrit et sans délai, mais au plus tard dans les huit (8) jours calendaires de la survenance de cet événement, sous peine de déchéance du droit d'invoquer la force majeure. Il devra également faire connaître à LYDEC les moyens qu'il compte mettre en œuvre afin de limiter les effets de cet événement sur ses obligations. Les délais de livraison seront prolongés après accord.

## **ARTICLE II.12 BIS : AUTRES MESURES COERCITIVES**

Lorsque des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le Directeur Général de LYDEC ou son représentant dûment habilité à cet effet, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le titulaire est passible, peut par décision motivée l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de sa société. Le titulaire est invité au préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter, dans un délai de dix (10) jours, ses observations au regard des griefs qui lui sont reprochés.



## **Chapitre III - EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE III.1 - DOSSIER D'EXECUTION**

1 - Lors de la délivrance de l'Ordre de Service au commencement des travaux, l'Entrepreneur doit remettre dans un délai maximal de 10 (dix) jours un programme donnant, dans le cadre des délais spécifiés par l'Ordre de Service :

- l'échelonnement détaillé dans le temps des principales prestations que comporte l'exécution du marché notamment :
  1. Etudes : rapports de toutes les études demandées dans le CCTP et toute autre étude demandée par le maître d'ouvrage.
  2. Dates et durées de réception des relais de protection.
  3. Fourniture à pied d'œuvre des relais de protection et accessoires
  4. Installation de chantiers
  5. Pose relais de protection et raccordement des câbles.
  6. Réception provisoire
- le programme des réunions de chantier arrêté en commun accord avec le représentant du maître d'ouvrage chargé du suivi des travaux.

Le Maître de l'Ouvrage, s'il a des observations à formuler, les fait connaître à l'Entrepreneur dans les cinq (05) jours à dater de la réception de ce document.

2 - À la fin de chaque mois d'exécution du Marché, l'Entrepreneur doit adresser à LYDEC un état indiquant le degré d'avancement des travaux et, s'il y a lieu, les modifications qu'il propose d'apporter au programme d'exécution. L'Entrepreneur doit permettre à LYDEC de procéder, à son gré, aux vérifications de ces états et ceux-ci peuvent donner lieu, à tout moment, sur la demande de l'une ou de l'autre partie, à un examen en commun.

3 - Si, au cours des travaux, il est constaté que la marche des travaux n'est pas en conformité avec le programme établi par l'Entrepreneur et que ce retard n'est pas dû à un cas de force majeure, l'Entrepreneur devra, dans un délai maximum de Huit (08) jours à partir de la mise en demeure qui lui aura été faite par ordre de service, prendre toutes les mesures pour rattraper le retard constaté et proposer un nouveau programme de travaux permettant de rattraper ce retard.

Si dans un délai maximum de Quinze (15) jours après la mise en demeure faite par le Maître de l'Ouvrage, aucune amélioration n'a été constatée, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de prendre toutes les mesures utiles aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur.

### **ARTICLE III.2 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR**

1 - L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître de l'Ouvrage.

2 - L'Entrepreneur ne pourra faire aucune réclamation ni prétendre à une indemnité ou plus-value, pour la gêne et les sujétions résultant d'ouvriers d'autres Corps d'Etat, appelés à travailler sur le chantier.

3 - LYDEC attire l'attention sur le fait que le dégagement et le nettoyage devront être exécutés sur le chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

### **ARTICLE III.2BIS - LISTE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE**

La liste des documents à remettre par l'entreprise et des prestations nécessaires pendant la phase de préparation du chantier est rappelée ci-après :

1. Plans et description des installations de chantier avec les sites de stockage prévus,
2. Programme et planning détaillé des travaux à réaliser avec phasage
3. Mémoire sur déroulement du chantier,
4. Description générale des dispositions et méthodologie à adopter pour la réalisation des travaux,
5. Organigramme complet de l'encadrement (chef de chantier et chef de projet),

6. Planning Financier (prévision mensuelle des situations),
  7. Photocopies certifiées conformes des polices d'assurance contractées par l'entrepreneur,
  8. Liste des moyens humains et matériels nécessaires à l'exécution des travaux,
  9. Fourniture et pose Panneaux de chantier,
  10. Rapport des études demandées dans le CCTP,
  11. Rapport Mensuel d'avancement des travaux (durant les travaux)
  12. Liste des sous-traitants
  13. Le P.A.Q (Plan Assurance Qualité) et le P.H.S (Plan Hygiène et Sécurité) à présenter dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.
- La liste ci-dessus n'est pas limitative, l'entrepreneur devra fournir tout document ou pièce nécessaire, demandé par le maître d'ouvrage ou son ingénieur chargé du contrôle et suivi des travaux.

### ARTICLE III.3 - ETUDES-DESSINS D'EXECUTION ET AUTRES DOCUMENTS

L'Entrepreneur doit, sous sa responsabilité, procéder avant toute exécution à la vérification des dessins et documents d'exécution fournis par le Maître d'ouvrage, s'assurer sur place de l'exactitude des emplacements, des dispositions des plans et de la possibilité de les suivre dans l'exécution. S'il a des observations à présenter, il doit les formuler dans un délai de Huit (08) jours à compter de la date de remise de ces documents. A défaut, et passé ce délai, il est considéré avoir accepté sans réserve les dispositions figurées. En cas d'observations, LYDEC doit faire connaître sa décision définitive dans un délai de Huit (08) jours.

L'Entrepreneur est tenu de provoquer lui-même, et en temps utile, les instructions écrites ou l'envoi des documents qui pourraient lui faire défaut.

Sous réserve des dispositions précédentes, l'Entrepreneur doit se conformer strictement aux plans, tracés et toutes prescriptions qui lui sont donnés par le Maître d'ouvrage en exécution du Marché.

L'Entrepreneur doit se conformer également aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque LYDEC les a ordonnés par écrit. Il ne peut être tenu compte des conséquences de ces changements que si l'Entrepreneur les motive par écrit à LYDEC, dans un délai de dix jours maximum à dater de la réception des ordres les prescrivant.

L'Entrepreneur soumet à LYDEC en Six exemplaires dont un reproductible, les documents (dessins, notes de calcul, etc.) établis par ses soins.

LYDEC, après avoir fait apporter, s'il y a lieu, en accord avec l'Entrepreneur, toutes modifications qu'elle juge utiles, retourne un exemplaire à l'Entrepreneur pour exécution des travaux.

L'entrepreneur remet alors à LYDEC, au plus tard 15 jours, cinq nouveaux exemplaires des documents d'exécution et, si LYDEC le demande, un contre calque ou des exemplaires supplémentaires dans la limite de quatre au maximum.

### ARTICLE III.4 - MODIFICATIONS

L'Entrepreneur, après avoir reçu l'agrément du maître d'ouvrage pour son dossier ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions techniques prévues.

Sur injonction du maître d'ouvrage par ordre de service et dans le délai fixé par cet ordre, il est tenu de reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes aux stipulations contractuelles.

### ARTICLE III.5 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

- La responsabilité de l'Entrepreneur n'est atténuée en rien par l'agrément que le Maître de l'Ouvrage lui aura donné sur quelque objet que ce soit.

- Les modifications prescrites par le Maître de l'Ouvrage aux propositions de l'Entrepreneur ne peuvent avoir pour effet de dégager la responsabilité de ce dernier, sauf en ce qui concerne les inconvénients et les dangers résultant de ces modifications qui auraient été signalés par observation écrite et motivée avant tout commencement d'exécution et dans un délai de dix jours au plus, après notification de l'ordre de service correspondant.

- L'entrepreneur s'engage à garantir et indemniser le Maître de l'ouvrage de toutes les conséquences pouvant résulter de tout dommage ou préjudice imputable à l'entrepreneur et susceptible d'être causé, du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché ou du fait de son personnel ou de ses sous-traitants ou sous-commandiers et ce, à toute personne et à toute propriété. A la première demande du maître d'ouvrage et dans un délai fixé par ce dernier, l'entrepreneur devra se substituer au maître d'ouvrage et assurer sa défense en ses lieux et place contre toutes instances ou actions fondées ou non qui pourraient être engagées. Il est entendu que toutes sommes quelconques qui pourraient être déboursées par le maître d'ouvrage au titre de frais et honoraires, ou même au titre de dommages et intérêts versés à la suite d'une condamnation, seront intégralement remboursés au maître d'ouvrage par l'entrepreneur dans un délai fixé par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de déduire ces sommes de tout paiement dû à l'entrepreneur.

### **ARTICLE III.6 - SURVEILLANCE ET CONTROLE EN USINE ET DES TRAVAUX A PIED D'OEUVRE**

1 - Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exercer ou de faire exercer par les personnes de son choix, la surveillance de l'avancement et le contrôle de l'exécution du matériel dans les usines et des travaux dans les chantiers de l'Entrepreneur ainsi que dans les usines et les chantiers de ses sous-traitants et de ses sous-commandiers, sans que ce droit diminue en quoi que ce soit la responsabilité de l'entrepreneur.

2 - L'Entrepreneur, ses sous-traitants et ses sous-commandiers doivent assurer aux représentants dûment mandatés du Maître de l'Ouvrage le libre accès dans les usines ou chantiers pendant les heures de travail et leur donner toutes les facilités pour leur permettre de remplir entièrement leur mission. Il appartient à l'Entrepreneur de prévoir ces obligations dans ses sous commandes.

Pour l'exécution des obligations visées dans le présent Article, l'Entrepreneur doit remettre au Maître de l'Ouvrage, au fur et à mesure de leur passation, copie des Clauses des sous-traités et des sous commandes principales et, sur la demande du Maître de l'Ouvrage, de toute autre sous commande comprenant toutes indications, spécifications techniques, modalités d'examens et essais en cours de fabrication, délai de livraison nécessaire pour suivre leur exécution, en accord avec l'Entrepreneur.

3 - L'entrepreneur, ses sous-traitants et sous-commandiers, doivent mettre à la disposition des représentants du Maître de l'Ouvrage tous les moyens dont ceux-ci ont besoin pour vérifier que les Clauses Techniques du Marché sont respectées et pour contrôler les essais prévus dans le C.P.S ou, en l'absence de clauses explicites, exécutés conformément aux règles de l'Art.

L'Entrepreneur, ses sous-traitants et ses sous-commandiers doivent prévenir le Maître de l'Ouvrage en temps utile et au moins 20 jours à l'avance, des examens et essais prévus et, d'une manière générale de tout examen ou essai donnant une indication sur la valeur des travaux.

Si le Maître de l'Ouvrage n'a pas délégué son représentant à la date limite indiquée pour ces contrôles, l'Entrepreneur peut prendre toutes les mesures qu'il juge utiles pour continuer les travaux.

L'Entrepreneur doit faire parvenir au Maître de l'Ouvrage quatre exemplaires des Procès-verbaux des examens et essais effectués, que le Maître de l'Ouvrage ait été ou non représenté à ces contrôles.

4 - Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de demander, après s'être mis d'accord à ce sujet avec l'entrepreneur, tout essai complémentaire en vue de vérifier certaines conditions non définies dans le C.P.S. et même la remise de barreaux d'essais ou d'échantillons dûment identifiables auxquels on puisse avoir recours en cas de litige ultérieur.

5 - Les délais normalement nécessaires aux opérations de contrôle ne peuvent en aucun cas être invoqués par l'Entrepreneur comme cause de retard dans la livraison, sauf si certaines opérations de contrôle ont été retardées du fait du Maître de l'ouvrage, soit qu'il s'agisse d'un retard soit que celui-ci ait exigé des contrôles complémentaires non prévus à l'origine.

6 - Toutes les formalités et tous les frais d'exécution des essais sont à la charge de l'entrepreneur, à l'exception des frais des représentants du Maître de l'ouvrage à l'occasion de ces opérations, les contrôles complémentaires non prévus à l'origine et demandés par le Maître de l'Ouvrage font l'objet d'un règlement des dépenses qui en résulteraient.

Cette surveillance et ce contrôle ne peuvent diminuer en quoi que ce soit la responsabilité de l'Entrepreneur qui reste entière vis-à-vis de la qualité et garantie des travaux et fournitures, conformément aux dispositions de l'Article II.9bis alinéa 3.

### **ARTICLE III.7 : CANALISATIONS ET CABLES SOUTERRAINS**

Le Maître de l'Ouvrage fournit à l'Entrepreneur, à titre indicatif, les renseignements en sa possession sur l'encombrement du sous-sol.

Avant tout début d'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra se renseigner auprès des administrations et services publics concernés sur les mesures prescrites par ceux-ci en vue de localiser exactement et protéger les canalisations ou câbles existants. L'Entrepreneur devra respecter scrupuleusement ces prescriptions en cours de travaux.

En toutes hypothèses, l'Entrepreneur est entièrement responsable des dégâts matériels causés aux canalisations ou aux câbles à l'occasion du chantier

## ARTICLE III.8 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Avant établissement et validation du Décompte Général Définitif (DGD) du marché, l'Entrepreneur est tenu au repliement de ses installations de chantier et doit faire enlever tous les matériaux non employés et les déchets de toute espèce. Il doit dans le même délai procéder à la remise en état des lieux conformément aux directives du Maître de l'Ouvrage.

Cette clause s'applique à toutes les installations réalisées par l'Entrepreneur ou mises à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage.

En cas de retard de la part de l'Entrepreneur excédant 20 jours, les opérations susvisées seront faites d'office à ses frais après mise en demeure par simple ordre de service du Maître de l'Ouvrage.

**Pour l'Entreprise .....**

**Forme juridique .....**

- Au capital de .....
- Ayant son siège social au .....
- Affiliée à la CNSS sous le n° .....
- Inscrite au registre de commerce de ....., sous le n° .....
- Taxe professionnelle .....
- I.F .....
- Représentée par ..... en qualité de ..... de L'Entreprise, agissant au nom et pour le compte de l'entreprise, **dûment et régulièrement habilité à cet effet**, et désigné ci-après par **le prestataire**.

**NB : En cas de groupement, toutes les entreprises formant ce groupement doivent être désignées et doivent signer le présent document**

**Date, cachet et signature**

**Lu et approuvé (mention manuscrite)**

# **APPROBATION DU MARCHE PAR LYDEC :**

## **LYDEC.SA**

- Au capital social de 800 000 000,00 DH,
- Ayant son siège social au 48, Bd Mohammed Diouri – B.P. 16 048 – 20 000 Casablanca - Maroc
- Registre de Commerce de Casablanca sous le numéro 80 617
- Affiliée à la CNSS sous le N°6156964
- Identification Fiscale N°01085706
- ICE N° 000117493000074
- Représentée par :  
✓  
✓  
✓

En vertu des pouvoirs qui leurs sont délégués par le Directeur Général de Lydec **Jean-Pascal DARRIET**, désignée ci-après par **Lydec**.

**Page réservée à LYDEC, elle sera renseignée par LYDEC après l'attribution définitive du :**

- **MARCHE N°** :
- **Objet** :
- **Montant du Marché acceptée par LYDEC :**

<b><i>Pour LYDEC</i></b>			
..... ..... .....	..... ..... .....	..... ..... .....	..... ..... .....
Le .....	Le .....	Le .....	Le .....